

77% des Français ont une bonne image de la Fonction Publique. La qualité du service public est pourtant gravement menacée par la politique gouvernementale !

UN CAS D'ECOLE : L'EDUCATION NATIONALE

2007

-700 postes

Rentrée 2007, ce sont encore plus de 700 postes qui seront supprimés dans l'académie ! Au total ce seront plus de 3208 postes dans le second de gré et 138 postes dans le premier de gré qui auront disparu de puis 2002 dans l'Académie.

**Depuis 2002
-3346 postes**

On supprime 1 poste pour une perte de 8,5 élèves dans le second de gré mais dans le premier de gré il faut 45 élèves pour créer un seul poste !

Les conséquences sont dramatiques : par exemple, la scolarisation des enfants de 2 ans recule très rapidement et au lycée en langues vivantes, les élèves n'ont plus que 2 heures dans des classes à plus de 30 : comment progresser ?

Pourtant notre région socialement défavorisée aurait besoin d'un effort tout particulier pour répondre aux défis éducatifs :

- Les résultats aux différentes évaluations des élèves nous place nt au-dessous des moyennes nationales
- Les lycées professionnels ont des moyennes d'élèves par classe supérieures aux moyennes nationales.
- Les taux de réussite d'une génération au bac baissent d'année en année.

A cette situation, le gouvernement répond par le mensonge et l'insulte.

NON, un professeur n'est pas payé 4100 euros : le salaire d'un débutant est de 1,25 fois le SMIC, malgré la longueur des études et la difficulté du métier.

NON, Enseignant ne rime pas avec tire au flanc : les études officielles montrent que le temps de travail dépasse les 40 h par semaine ! Pire, le ministre prétend allonger la durée du service et imposer des enseignements en dehors des qualifications pour économiser des moyens.

NON, les élèves en difficulté ne sont pas aidés : on supprime massivement les postes dans les zones prioritaires, on remplace des personnes qualifiées par des jeunes sans formation et sans moyens !

A L'APPEL DE L'INTERSYNDICALE EDUCATION, NOUS SERONS EN GRÈVE LE 20 FÉVRIER

En 5 ans, ce sont entre 80 et 100 000 emplois qui auront disparu dans la Fonction Publique de l'Etat Partout, de l'école à l'hôpital, la précarité et le sous-effectif atteignent des proportions inacceptables.

Les services publics sont la cible des gouvernements qui se sont succédé de puis 2002, parfois en attaque frontale, comme en 2003, parfois de manière plus insidieuse en menant une politique qui les asphyxie (Education Nationale, Santé, Postes...) pour ensuite faire le constat de leur inadaptation et mieux les privatiser au mépris de l'égalité à laquelle tout citoyen a droit dans notre République.

Sur l'Arrageois

- c'est plus d'une centaine de postes d'enseignants qui auront disparu de puis 3 ans dans les écoles, les collèges et les lycées.

Pare nts, savez-vous ce que ce la signifie pour vos enfants ?

- des enfants de 2 ans qui ne pourront pas être accueillis en maternelle
- des élèves de 3ème qui n'auront pas de place à la rentrée 2007 en seconde sur le secteur
- des élèves de terminale qui ne pourront pas doubler dans les lycées de la ville
- des pans entiers d'enseignement qui auront disparu : plus d'option arts plastiques, des enseignements techniques et professionnels liquidés, des langues vivantes en danger... !
- des effectifs en hausse vertigineuse : des moyennes de 33 - 34 en seconde, 35 en terminale... soit un recul de 15 ans...

Pare nts, savez-vous aussi qu'à la rentrée 2007, il sera possible d'imposer à un professeur d'enseigner une autre matière que la sienne (un professeur de physique pourra enseigner les maths, un prof d'EPS la SVT...) et que ce la mè tra gravement en cause la qualité d'enseignement ?

Es t-ce ce la que vous voulez pour VOS enfants ? La grève pour le Service Public Education VOUS concerne parce qu'ils 'agit de LEUR avenir
EN GREVE LE 20 FEVRIER